

Forum national des Etats Généraux de la bioéthique à Paris : un hold-up du débat sur la bioéthique

Quatre mois après le lancement des Etats Généraux de la bioéthique et au terme des trois « forums citoyens régionaux » qui se sont tenus à Marseille, Rennes et Strasbourg, c'est mardi 23 juin, que s'est ouvert à Paris le colloque censé conclure les Etats Généraux de la bioéthique. Bilan ? Un simulacre de démocratie, face aux questions laissées sans réponses et au manque de transparence et de pluralisme...

En résumé : **tout sur la forme, rien sur le fond !**

Pendant près de trois heures (où il était impossible d'intervenir), assis au deuxième rang, on a pu (ou dû) assister aux *éloges* faits par Jean Leonetti (député des Alpes-Maritimes, président du comité de pilotage des états généraux de la bioéthique), Emmanuelle Prada-Bordenave (directrice générale de l'Agence de la biomédecine), Emmanuel Hirsh (Directeur de l'espace Ethique de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris), Alain Graf (rapporteur général) ou encore par Sadek Beloucif (président du conseil d'orientation de l'Agence de la Biomédecine) envers un **soi-disant « débat démocratique »** et envers les acteurs qui y ont contribué.

Car c'est bien là le problème, outre la position publiquement annoncée comme défavorable sur la GPA de Madame la ministre Roselyne Bachelot avant le démarrage des Etats Généraux, outre la composition du comité de pilotage qui ne comprenait qu'une majorité de personnalités dont la position « **anti-GPA** » est **notoirement connue**, il a fallu rajouter du « débat participatif » sous la forme d'un « panel » de citoyens, des gens « des vrais », « sélectionnés, reconnus, intéressés et volontaires » formés pendant deux jours par des gens *neutres*, selon les dires de J. Leonetti et S.

Beloucif, et qui ont « favorisé l'émergence de valeurs communes ». Des citoyens « choisis dans leur diversité » (sur quels critères ? L'Ifop parle de représentativité des populations des régions qui ont accueilli ces 3 débats, mais comment croire qu'un groupe sans une seule personne noire ou basanée puisse être représentatif de Marseille ?) et censés « représenter les français » et leurs idées au travers de leurs « avis éclairés et apaisés » (sic).

Leur « formation » a en fait été dispensée (en deux week-ends, on imagine le genre !) par des personnalités connues pour leurs positions anti-GPA et autour de questions totalement fermées ou orientées.

On parle aussi de « démocratie » en évoquant le site internet des Etats Généraux, qui serait, d'après E. Prada-Bordenave, le « miroir de l'engagement progressiste des citoyens » et qui aurait « accepté toutes les contributions ». (sic). Toutes les contributions aux allures anti-AMP (et même anti-IVG, alors que la question n'était pas posée) des ultra-catholiques ont en fait été largement prises en compte malgré leur caractère outrancier et insultant (la naïve a même avoué que le site qui avait fourni le plus de contributions était le site des Catholiques de France !), à l'inverse de celles des autres (pro-AMP) qui (on en a tous fait la cruelle expérience) ont été censurées et filtrées, alors que, toujours selon la directrice générale de l'Agence de la biomédecine, 47% des cas évoqués sur le site traitent du thème de la GPA.

Ce site, se rengorge la directrice générale, a été visité 50 000 fois (en 5 mois, la belle affaire ! Un rapide calcul atteste que cela fait en moyenne 10 000 visites par mois, ce qui n'est pas la panacée : par exemple, notre site CLARA engrange près de 5000 visites par mois). Ce site est censé « développer la connaissance, faciliter l'expression

et favoriser la participation aux événements » mais selon nous, ressemble plus aujourd'hui à un de ces sites intégristes qu'à un site « adapté au débat » qui devait respecter « la neutralité et l'éthique » Par ailleurs, J. Leonetti (qui a déclaré que les associations avaient pu « apporter leur pierre à l'édifice » dans le débat!), prétend que 48% des français seraient pour la légalisation des mères porteuses en France, contre 52% opposés, alors qu'un récent sondage montrait que de plus de 63% de la population étaient favorables. Mais lui n'a pas cité ses sources, ou plutôt si, nous les connaissons : il s'agit non pas d'un sondage, mais d'une consultation réalisée par Le Figaro (encore !) auprès de ses lecteurs... Imaginez que si le journal L'humanité procédait de la sorte, le PC pourrait affirmer que Georges Marchais est l'homme politique le plus populaire du XXIème siècle !

En fait, force est de constater que les principaux concernés, enfants et parents, ont été totalement exclus.

D'après M. Claeys et Mme Bachelot toutefois, ces Etats Généraux constituent une « avancée » et, « la France n'est pas en retard, elle est en avance », comme elle a été la première nation à avoir un comité d'éthique (Nota : encore l'arrogance et l'ignorance des Français. En vérité, le premier comité éthique est américain ! En 1974 le Congrès des Etats-Unis, mené par le sénateur Edouard Kennedy, a établi la Commission nationale pour la protection des sujets humains dans la recherche biomédicale et comportementale. Etant donné le tissu religieusement pluraliste de la société américaine, la position de fond du comité, conformément au rapport de Belmont, s'est fondée sur les trois principes de la bienfaisance, de la justice, et de l'autonomie.) Toutes ces belles paroles pour déclarer par la suite que la GPA est « incompatible avec toutes formes de libéralisation » (et s'en suivent ces mots habituels tels que « marchandisation »...)

La question posée aujourd'hui n'est pas seulement de légaliser en France la GPA mais de protéger chacun des citoyens français, et

notamment les plus fragiles d'entre eux, les enfants. Question qui demeure actuellement toujours sans réponse.

Seul un intervenant, l'espagnol Carlos de Sola, chef du service de la santé et de la bioéthique au Conseil de l'Europe, a rattrapé le niveau (on se serait cru à un consistoire du Vatican !) par son allocution sur la nécessaire autonomie de la personne humaine dans les questions de bioéthique, rappelant fort justement la Convention d'OVIEDO de 1997 que la France serait en passe de ratifier (dans deux ans paraît-il). Nous avons donc pris langue avec celui-ci afin de travailler avec cette institution au plan européen.

Le député Léonetti, grand chef des états généraux, n'a pas boudé son plaisir. Entre deux slogans piochés dans le discours intégriste catho (indisponibilité du corps humain, protection des plus vulnérables), il a annoncé que les panels de citoyens, formés par son équipe, avaient voté à l'unanimité. Un vote à 100 % nous rappelle le niveau de démocratie de la Birmanie ou de l'Iran...

Au final, notre seule consolation de cette matinée fut de loin... les échanges avec certaines personnalités (Georges David, de l'Académie de Médecine) et avec nos experts, tous écoeurés par cet immense coup de bluff médiatique, au cours du buffet, et bien qu'il y manquât un peu de bulles... de champagne (crise oblige) !

Sarah Tschudin – Sylvie Mennesson (association CLARA)